

Un **CAP** décisif

La nouvelle stratégie de croissance de la Chine pourrait nuire aux économies africaines dépendantes des produits de base

Wenjie Chen et Roger Nord

LE RYTHME effréné de la croissance chinoise ralentit, et ses moteurs initiaux, l'investissement et les exportations, sont peu à peu remplacés par la consommation intérieure. Cette évolution a des retombées sur toute la planète, mais surtout sur les exportateurs de produits de base, dont beaucoup sont africains. Selon les douanes chinoises, les importations provenant d'Afrique auraient chuté de près de 40 % en 2015. L'effondrement de la demande chinoise a entraîné des baisses de prix très rapides, qui pèsent sur les comptes budgétaires et extérieurs. La croissance, qui, ces vingt dernières années, était en moyenne à 5-6 % en Afrique subsaharienne, est tombée au-dessous de 4 % en 2015 et devrait encore diminuer en 2016.

Pourtant, en décembre 2015, cette conjoncture incertaine n'a pas empêché le Président chinois Xi Jinping de promettre à l'Afrique 60 milliards de dollars de financements sur les trois prochaines années, soit plus de deux fois le montant sur lequel la Chine s'était engagée trois ans plus tôt.

Le nouveau modèle de croissance chinois signe-t-il la fin de la renaissance africaine? Ou bien l'Afrique peut-elle s'adapter aux nouvelles réalités et saisir les nouvelles chances, y compris dans ses relations avec la Chine? Pour tenter de répondre à ces questions, revenons tout d'abord sur le développement extraordinaire des liens économiques entre ces deux régions du monde.

La croissance rapide des 40 dernières années a fait de la Chine un pôle commercial majeur pour la plupart des pays de la planète, directement ou par le biais d'autres partenaires commerciaux.

Une inflexion spectaculaire

C'est le cas en Afrique subsaharienne, où les échanges se sont sensiblement transformés ces deux dernières décennies. Les pays avancés représentaient près de 90 % des exportations de la région en 1995; aujourd'hui, les nouveaux partenaires comme le Brésil, la Chine ou l'Inde en représentent plus de la moitié, dont environ 50 % de ce total pour la Chine, qui, en 2014, est d'ailleurs devenue la première source d'importations des pays subsahariens.

Les métaux, minéraux et combustibles représentent 70 % des exportations de l'Afrique subsaharienne vers la Chine, tandis que les produits manufacturés et les machines constituent l'essentiel de ses importations en provenance de Chine.



Travailleurs chinois du Bureau d'exploration pétrolière de Zhongyuan (ZPEB) de Sinopec et travailleurs soudanais forant un puits au Soudan du Sud.

Les exportations africaines ont été dopées par ces nouveaux débouchés : en valeur réelle, elles ont quintuplé au cours des vingt dernières années. Et en diversifiant ses partenaires commerciaux, l'Afrique a réduit la volatilité de ses exportations, ce qui a contribué à amortir les effets de la crise financière mondiale de 2008-09. Quand les pays avancés laminés par la récession ont réduit leurs importations, la Chine a augmenté sa part dans les exportations africaines, permettant à la majeure partie de la région de conserver une croissance économique soutenue. Le commerce a également relevé les niveaux de vie en Afrique, en offrant un accès aux biens de consommation chinois bon marché, et contribué au maintien d'une inflation faible et stable.

Investisseur et prêteur

L'Afrique subsaharienne a aussi diversifié ses sources de financement.

L'investissement direct étranger (IDE) de la Chine en Afrique subsaharienne a considérablement augmenté depuis 2006. Même si, d'après les statistiques officielles les plus récentes (2012), il représente moins de 5 % de l'IDE total de la région (sachant que l'IDE implique l'exercice d'une certaine forme de contrôle sur une entreprise), certains éléments empiriques semblent indiquer que la proportion pourrait être en réalité bien plus élevée. De nombreux petits entrepreneurs chinois se sont établis en Afrique.

En outre, les *prêts* chinois à l'Afrique subsaharienne, dont une majorité finance des projets d'infrastructures publiques, ont augmenté rapidement (voir «Un obstacle à la croissance» dans ce numéro), et la part de la Chine dans le total de la dette extérieure subsaharienne est passée de moins de 2 % avant 2005 à environ 15 % en 2012, fournissant opportunément à de nombreux pays africains une nouvelle source de financement pour leurs projets. La Chine compte de plus en plus sur l'Afrique, qui propose de très nombreux contrats d'ingénierie liés à la construction de routes et de projets hydroélectriques.

Le modèle de croissance de la Chine, fondé sur des investissements massifs axés sur l'extérieur, l'a conduite à importer des volumes grandissants de produits de base pendant la majeure partie de ce siècle. La demande chinoise a dopé les cours des métaux, de l'énergie et des matières premières agricoles, ce qui a bénéficié à de nombreux exportateurs subsahariens.

Mais la donne a changé. La contraction des investissements a émoussé l'appétit de la Chine pour les matières premières, perturbant fortement sa balance commerciale avec l'Afrique subsaharienne. Les cours du minerai de fer et du pétrole, par exemple, ont chuté de plus de moitié par rapport aux pics récents, et bon nombre d'autres produits de base ont également connu des baisses de prix brutales. Au vu des marchés à terme, il faut, semble-t-il, s'attendre à de nouvelles baisses en 2016 et à une reprise timide d'ici 2020.

Par rapport à d'autres investissements, l'IDE est moins cyclique et dépend davantage de considérations à moyen terme. Mais les fermetures récentes de mines chinoises en Afrique (cuivre en Zambie, minerai de fer en Afrique du Sud et annulation d'un projet d'exploitation du minerai de fer au Cameroun, par exemple) paraissent indiquer que les retours sur investissement diminuent dans le secteur des produits de base traditionnels. En mai 2015, le Ministre chinois du commerce estimait que la valeur des flux d'IDE chinois vers l'Afrique avait chuté de 45,9 % en glissement annuel au premier trimestre de 2015. Le nombre de projets approuvés est également en baisse depuis 2013 (graphique).

L'impact immédiat sur les exportateurs de produits de base a été violent. Les producteurs de brut, en particulier, voient leurs exportations se contracter fortement, ce qui pèse sur les réserves en devises et sur les taux de change. Beaucoup d'exportateurs tirent aussi une partie importante de leurs recettes des ressources naturelles et font face aujourd'hui à des déficits budgétaires croissants

qui les poussent à réduire les dépenses. En Angola, la chute des cours du brut a privé le pays d'environ la moitié de ses recettes, entraînant une perte de plus de 20 % du PIB. La baisse des dépenses, tant publiques que privées, s'est traduite par un net ralentissement de la croissance dans les pays exportateurs de pétrole : en moyenne, elle devrait à peine atteindre 2 % en 2015-16, contre plus de 7 % durant la décennie précédente.

La nouvelle donne chinoise ne produit pas seulement des effets directement liés à la baisse de la demande d'exportation ou des cours mondiaux des produits de base. Certains effets se propagent d'un pays africain à l'autre. Les ralentissements observés dans de grands pays comme l'Afrique du Sud et le Nigéria ont des retombées dans les pays voisins plus petits avec lesquels ils commercent. L'Ouganda, qui n'exporte pas de produits de base, est touché par la contraction au Soudan du Sud, devenu un débouché régional important pour ses exportations. Des pays comme l'Afrique du Sud, la Zambie et la République démocratique du Congo exportent beaucoup vers la Chine et importent beaucoup depuis d'autres pays africains.

Des raisons d'espérer

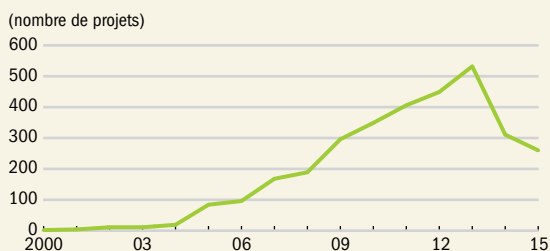
Mais, dans cet horizon obscurci, deux lueurs au moins se font jour. Dernièrement, la Chine s'est engagée à plus que doubler les financements pour l'Afrique au cours des trois prochaines années; ils s'élèveront à 60 milliards de dollars, un chiffre qui traduit à la fois son engagement déterminé à aider le continent et le maintien d'un volant de capitaux considérable pour les investisseurs chinois. Il faudra bien sûr identifier de nouveaux débouchés, probablement hors des secteurs traditionnels des ressources naturelles, mais la forte progression des flux de capitaux sortant de Chine, provenant en particulier des entreprises chinoises, montre que les investisseurs chinois ont toujours la même envie d'investir à l'étranger, en quête de rendements élevés. Les pays préémergents ne dépendant pas des produits de base, ceux d'Afrique de l'Est par exemple, pourraient devenir des marchés porteurs intéressants.

De surcroît, les tendances démographiques mondiales donnent à l'Afrique subsaharienne une chance de tirer parti du nouveau modèle de croissance chinois (voir «Mettre à profit la nouvelle donne démographique» dans l'édition de mars 2016 de *F&D*). Le Bangladesh et le Viet Nam ont déjà pris pied dans des chaînes de valeur mondiales de l'habillement et du textile autrefois dominées par la Chine, qui s'oriente désormais vers des chaînes à plus forte valeur ajoutée. Dans une chaîne de valeur, diverses étapes de fabrication du produit, de l'extraction des matières premières au montage final, sont réalisées dans des entreprises de différents pays. D'ici 2035, le nombre d'Africains subsahariens d'âge actif (15-64 ans) sera supérieur au total dans le reste du monde. Dans les prochaines décennies, si les pays d'Afrique subsaharienne parviennent à supprimer les goulets d'étranglement, améliorer le climat des affaires et diversifier leurs économies tout en poursuivant leur intégration dans les chaînes de valeur mondiales, ils auront une chance historique de doper la croissance et de réduire la pauvreté de manière décisive sur le continent. C'est aux responsables politiques africains qu'il appartient de saisir cette chance. ■

Wenjie Chen et Roger Nord sont respectivement économiste et Directeur adjoint au Département Afrique du FMI.

Machine arrière

Alors que leurs investissements directs en Afrique n'avaient cessé d'augmenter depuis le début du siècle, les entreprises chinoises ont considérablement réduit le nombre de nouveaux projets depuis 2013.



Source : Ministère chinois du commerce.